



**Engagé·es
au quotidien**

Déclaration de la FSU CAPA du 12 octobre 2026

Madame la rectrice,

Nous sommes réuni·es afin de discuter d'un refus de temps partiel demandé pour la rentrée 2026 par un collègue. La FSU a toujours dénoncé la destruction du paritarisme contenu dans la loi de transformation de la Fonction publique adoptée en 2019. Nous en avons un exemple flagrant aujourd'hui puisque cette Capa se tient après la rentrée scolaire pour laquelle le collègue avait demandé à travailler à temps partiel. Si le dialogue social était réellement une volonté de l'institution, cette Capa aurait dû se tenir avant la rentrée scolaire, dans les jours ou semaines qui ont suivi votre refus d'accorder le temps partiel à ce collègue, soit entre mars et juin 2026.

Plus globalement, si vous en arrivez à refuser des demandes de temps partiel, c'est bien parce que l'académie manque de personnels, titulaires sur poste fixe comme en zone de remplacement.

Depuis 10 ans, 10230 postes ont été supprimés en France. L'académie a perdu 180 postes d'enseignant·es dans le second degré. Des enseignant·es ne sont pas remplacé·es pendant des périodes pouvant dépasser plusieurs semaines. L'amélioration du remplacement ne passera pas par quelques pactes ou quelques heures supplémentaires. Nous savons tous ici que cela ne fonctionne pas, les manques sont bien trop importants et les professeur·es déjà épuisé·es par une charge de travail qui ne cesse de croître. Le pacte est un échec et le ministre le recycle pourtant pour ne pas répondre à la colère lycéenne.

Pour remplacer les enseignant·es absent·es, il faut recruter. Pour recruter, il faut rendre attractifs nos métiers en les revalorisant et en améliorant les conditions de travail.

Les lycéen·nes, mobilisé·es depuis trois semaines l'ont bien compris. Leurs revendications rejoignent celles que la FSU porte depuis des années : il faut plus de professeur·es, il faut moins d'élèves par classe, il faut abroger le bac Blanquer qui désorganise les lycées, il faut abolir ParcoursSup qui organise l'éviction d'une partie de la jeunesse des études supérieures.

Le budget 2027 présenté par le gouvernement prévoit encore plus de 1500 suppressions de postes sous prétexte de baisse démographique et, encore et toujours, d'économies. La baisse démographique ne doit pas être une nouvelle occasion pour amplifier l'austérité budgétaire, elle doit permettre de meilleures conditions d'encadrement.

C'est pour ces raisons que la FSU appelle à la grève demain, aux côtés des lycéen·nes mobilisé·es.